



EXPOSITION HISTORIQUE DU BUNDESTAG ALLEMAND

Les partis politiques dans l'Allemagne impériale

1871 – 1918

Pendant l'époque impériale, les partis politiques ne sont pas mentionnés dans la Constitution, mais reposent encore sur la **législation régissant les associations**. Avant 1908, les lois respectives des divers États fédérés étaient même les seules en vigueur en cette matière, et ce n'est qu'à partir de cette année-là qu'il existera une législation unifiée s'appliquant aux associations dans tout l'Empire, et qui d'ailleurs amènera une libéralisation du droit d'association et de réunion. Du même coup, on verra disparaître les restrictions imposées jusqu'alors, par exemple le principe – en vigueur jusqu'en 1908 – déniait aux femmes le droit de s'affilier, et l'autorisation à solliciter obligatoirement auprès de la police pour tenir des réunions politiques publiques dans des locaux fermés.

Le **parti de notables** est la forme dominante dans l'Empire allemand. En d'autres termes, toutes les fonctions-clés de la politique d'un parti sont exercées par une poignée de personnalités qui, en tant qu'elles représentent leurs catégories sociales de provenance, occupent une position prééminente. Les structures des partis sont encore rudimentaires et n'existent qu'au niveau des circonscriptions. À partir de 1871, la direction et l'organisation des partis connaîtront une évolution de plus en plus marquée. Le Centre et le Parti social-démocrate deviendront alors les premiers **partis de masse** modernes sous l'Empire.

On peut parler d'un **éventail de cinq partis** pendant toute la période impériale, aucun des groupuscules existant par ailleurs n'ayant en effet eu d'influence véritable. Chacun des cinq grands camps politiques est dans une large mesure lié à un milieu donné, alors que le type de grand parti ouvert à différents milieux réunis en son sein est encore en gestation.

Dans les premières années de l'Empire, le **libéralisme** est la principale force politique. Il s'appuie principalement sur la bourgeoisie, mais il est affaibli par la division en libéralisme de gauche et national-libéralisme. Si ces deux ailes se rejoignent sur les grandes orientations libérales (économie de marché, principes de l'État de droit, sauvegarde des droits de l'individu à la liberté), elles sont en revanche séparées par de nettes divergences de vue sur des questions politiques pratiques. Les libéraux de gauche, sans remettre la monarchie constitutionnelle en question, aspirent à une parlementarisation plus poussée du système politique et militent aussi pour que l'État conduise une politique sociale active. Le **libéralisme de gauche** fera l'objet de plusieurs scissions et fusions de partis (exemples : **Parti allemand du Progrès, Parti libéral allemand, Parti populaire libéral**). Eugen Richter (1838-1906) et **Friedrich Naumann** (1860-1919), en particulier, incarnent cette orientation. De même, le **national-libéralisme** organisé dans le **Parti national-libéral** est tiraillé sur ses ailes. **Rudolf von Bennigsen** (1824-1902) et Ernst Bassermann (1854-1917) ont marqué de leur empreinte le national-libéralisme de leur époque. Les nationaux-libéraux appuient largement la politique de Bismarck et de ses successeurs, mais aussi, à la différence des libéraux de gauche, la politique étrangère de puissance ainsi que les programmes d'armements et de construction de la flotte.

En tant que représentants du **conservatisme**, le **Parti conservateur allemand** et le **Parti allemand du Reich** sont proches de Bismarck et du cap suivi par ce dernier, dont toutefois la moindre concession aux libéraux déchaîne leurs critiques. Les nobles et les grands propriétaires fonciers des provinces orientales de la Prusse sont particulièrement nombreux dans ces partis et s'engagent principalement pour la défense de leurs intérêts économiques d'agrariens. **Otto von Manteuffel** (1805-1882) est alors l'un des chefs de file des conservateurs. La palette conservatrice comporte aussi des partis groupusculaires affichant des opinions antisémites.

Le **Centre**, en tant que représentant du catholicisme politique, se rapproche du type de parti populaire de masse dans la mesure où la foi catholique qui en est le ciment unit ses membres issus de milieux sociaux divers. Mais en conséquence, on voit deux ailes se former : une aile plutôt « conservatrice » faisant cause commune avec les forces bourgeoises, et une aile ouvrière plutôt « de gauche » réclamant avec insistance que l'État mène activement une politique sociale pro-ouvrière. **Ludwig Windthorst** (1812-1891) est la figure de proue du Centre. Au Reichstag, il s'oppose avec véhémence à la politique de Bismarck.

L'Association générale des travailleurs allemands (fondée en 1863 par **Ferdinand Lassalle**, 1825-1864) et le Parti ouvrier social-démocrate (fondé en 1869 par **August Bebel**, 1840-1913, et par **Wilhelm Liebknecht**, 1826-1900) fusionnent à Gotha, en 1875, et forment le **Parti socialiste ouvrier d'Allemagne** (SAP), rebaptisé en 1891 **Parti social-démocrate d'Allemagne** (SPD). Pour l'essentiel, la social-démocratie est portée et élue par un prolétariat industriel qui ne cesse de croître. Elle restera longtemps attachée à la théorie politique de Karl Marx, ce qui conduira à de vives controverses en son sein (et même à l'éclatement du SPD après 1918). La social-démocratie lutte avec énergie pour les droits démocratiques à l'égalité et s'inscrit dans une opposition radicale au système politique de l'Empire et à Bismarck. Bien qu'ayant été, pendant les 12 années d'application de la « **Loi antisocialiste** » (1878-1890), l'objet de persécutions, en particulier d'expulsions et d'interdictions de presse, le Parti social-démocrate d'Allemagne parviendra à se consolider et sortira raffermi de cet épisode de son histoire. **August Bebel** aura été la personnalité la plus éminente, le chef de file et le rassembleur de la social-démocratie pendant cette période.

Indications bibliographiques :

Berghahn, Volker, Das Kaiserreich 1871-1914. Stuttgart : Klett-Cotta 2003. (Gebhardt, Handbuch der deutschen Geschichte, vol. 16, 10^e édition entièrement révisée.)

Halder, Winfried, Innenpolitik im Kaiserreich 1871-1914. Darmstadt : Wissenschaftliche Buchgesellschaft 2003.

Mommsen, Wolfgang J., Bürgerstolz und Weltmachtstreben. Deutschland unter Wilhelm II. 1890 bis 1918. Berlin : éditions Propyläen-Verlag 1995.

Administration du Bundestag allemand, Service spécialisé WD 1 / Date de rédaction : mai 2006.